

Réformer la gouvernance avant les coalitions

La crise politique dans les entités fédérées francophones pourrait durer. L'idée de voter un paquet de mesures pour réformer la gouvernance sans attendre la formation des gouvernements circule.

Depuis le séisme politique provoqué par l'annonce de Benoît Lutgen (CDH) de vouloir évincer le PS des gouvernements wallon, bruxellois et de la Communauté française, les scénarios sur une sortie de crise se multiplient. La formation rapide d'une majorité MR-CDH à Namur semble toujours possible. Mais la complexité de la situation à Bruxelles et en Communauté française pourrait déboucher sur de longues négociations.

D'où l'émergence d'un nouveau scénario : pourquoi les parlements des entités fédérées, qui resteront de toute façon en place jusqu'à la fin de la législature, ne voteraient pas sans attendre les réformes de la gouvernance appelées de leurs vœux par tous ?

La crise actuelle a remis la gouvernance au cœur des débats et toutes les familles politiques s'accordent pour dire qu'il faut rapidement réformer en la matière. Dès juillet, les parlements des entités fédérées pourraient entamer les travaux pour mettre en place les me-

ures nécessaires à restaurer l'éthique politique. Tant le MR que le PS ont reconnu cette semaine des convergences avec les propositions d'Ecolo. Des libéraux soulignent même « qu'ils peuvent se retrouver à 80 % dans ces propositions ». Certains points proposés par les verts ne passent pas, comme le décumul intégral ou la rémunération plafonnée à 100 % de l'indemnité parlementaire, mandats privés inclus. Mais le MR pourrait participer à un compromis sur le décumul si Ecolo lâche du lest.

Outre le fait d'envoyer un message positif aux citoyens demandeurs d'un renouveau politique, ce scénario du

« paquet de gouvernance tout de suite, décumul ensuite » permettrait de voir quelles coalitions gouvernementales peuvent se dessiner.

En attendant, les discussions continuent. Ce samedi, Benoît Lutgen rencontre Olivier Maingain. ■

Deprez sur Maingain : « Une attitude de tordu »

Gérard Deprez, député européen MR, ex-président du PSC, a des mots particulièrement durs à l'égard d'Olivier Maingain.

Interrogé dans « Le Grand Oral RTBF - Le Soir » à propos des déclarations du président de Défi, qui prônait entre autres la mise à l'écart de Joëlle Milquet, Deprez a déclaré : « Pardonnez-moi, mais cette espèce de Savonarole au petit pied, il est associé maintenant avec le CDH à la Région bruxelloise, donc au parti auquel appartient M^{me} Milquet ! Avant ceci, est-ce qu'il avait exigé qu'elle démissionne ? Qu'est-ce que c'est cette attitude de tordu ? »

A la base, des militants socialistes en colère, mais loin d'être résignés

- ▶ Derrière les ministres, les ténors et autres mandataires, il y a tout un « peuple » PS.
- ▶ Militants de la base, cabinetards de l'ombre : comment vivent-ils la crise politique qui se trame ?
- ▶ La colère vis-à-vis du parti et l'écoeurement des affaires renforcent encore l'engagement de certains.

L'impression d'être sur un navire qui sombre ? Non, plutôt l'impression de ne plus vraiment être sur le même navire depuis longtemps... » Philippe

est un militant socialiste de la première heure, dans la section locale de Brunehaut, petite commune de Wallonie Picarde, proche de Tournai. En ce mercredi soir caniculaire, l'image d'un navire qui prend l'eau, pour s'immerger dans un océan glacé, doit cependant faire rêver quelques-uns des militants rassemblés à la maison de village de Laplaigne, construction récente, certes, mais dépourvue d'air conditionné. C'est peu de dire que des militants comme Philippe ne respirent pas exactement le même air que les ténors du parti, et, surtout, des Mayeur et autres Moreau qui cristallisent aujourd'hui leur dégoût. Les cabinetards, conseillers parlementaires et autres attachés de presse baignent,

eux, dans le petit milieu politico-politique. Ils n'en sont pas moins écoeürés par les affaires. Et se retrouvent, pour l'heure, contraints de faire leurs cartons et de mettre à jour leur CV. C'est à ce PS-là qu'on a demandé un avis, une opinion ; un ressenti, surtout. Militants de la base, ou cabinetards de l'ombre : comment vivent-ils la crise actuelle ? L'heure est-elle à la tragédie, à la résignation ? Au grand nettoyage, à la réforme ? Au combat ?

La colère des militants

« Vous parlez du CDH ou des affaires ? » Quand on questionne les militants sur « l'actualité », le divorce du CDH et du PS n'est pas

une évidence. Certes, la surprise fut totale, et la justification de Lutgen perçue comme particulièrement hypocrite. Mais, rapidement, la conversation glisse sur les scandales. « Il fallait s'y attendre à un coup dans le genre, lâche Roxanne, 21 ans, étudiante et jeune militante de la section d'Ixelles, en un haussement d'épaules. Avec toutes les affaires, c'est un peu mérité, d'une certaine façon... » Peu de militants se montrent aussi tranchés, mais la colère, elle, est bien due aux scandales plus qu'à la crise politique. « Je suis militant depuis les années 80, explique Henri Piquet, derrière le comptoir du bar, avant l'assemblée générale de la section d'Ixelles. Et je me sens sali. Les trois partis traditionnels ont leurs responsabilités, mais c'est moins pardonnable au PS puisque nos valeurs, c'est de défendre les plus nécessiteux. »

Même son de cloche à Forest, chez les jeunes par exemple : « Honnêtement, pour ce qui est du CDH, on en rigole un peu, à la limite, entame Caroline Dupont, présidente des jeunes de la section. Ils sont quasiment au pouvoir depuis aussi longtemps que le PS ! Mais il n'y a pas vraiment de colère. Par rapport au parti et aux affaires, par contre, là, il y a de la colère ! En tant que jeunes, on reste motivés, parce qu'on veut défendre les valeurs socialistes. Mais certains les ont oubliées ! » Philippe, délégué CGSP, renchérit : « On n'est pas là pour s'enrichir. On en a marre ! Les parvenus sont toujours là ! Les autorités doivent prendre leur courage en main - pour ne pas être impoli - et commencer le grand nettoyage. Ceux qui ont fraudé, c'est fini, dehors ! Je travaille depuis 44 ans à la commune, je vais avoir une pension de 1.250 euros. Ce qui s'est passé au Samu Social, c'est écœurant, indécent ! Ça devient du foutage de gueule de la population ! »

Cette colère, c'est aussi pour la canaliser que des militants se sont rassemblés pour former le collectif « Groupons nous et demain ! », qui réclament un PS « plus rouge », « plus vert », et « plus horizontal ». Se défendant d'être un mouvement dissident, le groupe compte déjà quelque 700 signatures, principalement de militants lambda. Mohamed Ghali, militant à Ixelles, est de ceux-là : « On a été humiliés par ces affaires ! On se fait insulter en rue, sur Facebook. D'ailleurs, l'attitude de Lutgen ne fait que renforcer cette image lamentable selon laquelle les politiciens ne font que de la politique politicienne : ils se chamaillent entre eux, sans se soucier des gens ! » Pour Mohamed, un retour du PS dans l'opposition pourrait d'ailleurs être salutaire. Revenir aux fondamentaux, affirmer une gauche plus forte, faire le ménage en interne : autant de grandes manœuvres qu'une petite cure d'opposition permettrait plus facilement, estiment, comme lui, plusieurs militants croisés lors de sections locales.

Mais tous n'en sont pas convain-

cus. Pour Gilbert, militant à la section d'Uccle (« plutôt une terre de conquête ! », s'amuse-t-il), l'expérience fédérale n'est pas franchement encourageante : « On peut dire ce qu'on veut, quand on n'est pas au pouvoir, ce ne sont pas des

« On ne minimise pas du tout ce qui s'est passé au PS, mais c'est crapuleux d'utiliser ce filon quand on s'appelle Benoît Lutgen Le CDH n'est pas vierge non plus ! »

UNE ASSISTANTE PARLEMENTAIRE

politiques de gauche qui sont menées. Et on n'a pas les leviers pour changer les choses ! Or, quand on fait de la politique, c'est qu'on espère changer les choses ! »

Le désarroi des cabinetards

Si certains militants relativisent la perspective de se retrouver dans l'opposition, il existe une foule de personnes, souvent des militants eux-mêmes, pour qui ce changement a des répercussions concrètes. Sept cents cabinetards, conseillers, assistants parlementaires seraient menacés de se retrouver sur le carreau, d'après de premières estimations. Naturellement, c'est donc le côté humain qui prime actuellement. « Lundi, la première chose qui m'est venue à l'esprit, c'est de savoir qui était touché par les jeux de chaises musicales, raconte Corentin Delmotte, assistant parlementaire du député wallon Patrick Prévot. Sur les groupes Whatsapp, c'était ça la première préoccupation : les gars, qui est concerné ? » « C'est complètement surréaliste comme ambiance, rapporte quant à elle Stéphanie Wilmet, porte-parole de la ministre Isabelle Simonis. On nous a demandé de faire nos cartons pour nous préparer à partir du jour au lendemain. On s'imaginait même quitter le cabinet dans la semaine. Deux tiers des collaborateurs se retrouvent sans emploi. » Travailleuse en congé de maternité qui doit revenir vider son bureau, collaborateur qui venait de contracter un prêt hypothécaire, membre du personnel à deux ans de la pension : ce sont donc les si-

tuations personnelles qui priment. « Même si on sait qu'on signe pour un CDD et que notre emploi ne tient qu'à un fil », rappelle ce conseiller.

Si colère il y a, elle est davantage dirigée vers le partenaire infidèle. C'est que la rupture du CDH, et surtout sa justification, on ne la digère toujours pas : « D'abord, on a eu des rires nerveux, rapporte cette assistante parlementaire. Mobiliser la gouvernance, l'éthique et aller chercher le MR ? Comment ose-t-il ? On ne minimise pas du tout ce qui s'est passé au PS, mais c'est vraiment crapuleux d'utiliser ce filon quand on s'appelle Benoît Lutgen ! Le CDH n'est pas vierge non plus ! » Surtout, pour de nombreux collaborateurs, c'est « l'irresponsabilité » de l'acte qui irrite, et un sentiment de « gâchis » qui en découle : la rupture provoque de

fait le blocage d'une série de réformes et de projets, dont certains auraient eu un impact sur les citoyens. « Il y a des gens derrière, on ne joue pas au Monopoly ! », s'énerve Benjamin Calice, assistant parlementaire (et élu local). Si les affaires ont évidemment écœuré au sein des cabinets également, le parti en lui-même est moins tenu pour responsable que sous le regard des militants. « Il n'y a pas de colère au niveau des cabinets, affirme, comme d'autres, cet attaché qui bosse depuis dix ans dans les scénarios ministériels. Je ne me sens ni responsable, ni victime du système. » D'autres nuancent : « Tout le monde au PS est conscient de notre responsabilité ; on a tous un

peu honte, admet Corentin Delmotte. Personnellement, le problème, ce n'est pas tant les affaires que la façon dont, structurellement, le parti a du mal à enchaîner et à se positionner clairement. Ils ne se rendent pas toujours compte du choc éthique. » « On a tous une part de responsabilité quand on bosse dans un cabinet, appuie un autre cabinetard. Mayor, on connaissait un peu l'homme. On se doutait qu'il y avait des trucs pas nets du côté de Publifin. On aurait pu intervenir plus tôt ! » Si beaucoup s'accordent également pour défendre une certaine réforme éthique - à géométrie variable selon qu'ils sont pour ou contre le décumul intégral -, pas question ce-

pendant de faire rouler les têtes... De même, si quelques rares militants laissent, eux, clairement entendre que Di Rupo devrait se retirer, la plupart d'entre eux préfèrent éviter le sujet...

L'engagement des socialistes

Une constante chez tous nos interlocuteurs : l'heure n'est pas à la résignation. A la question d'un naufrage, d'une « mort » du parti qui ne se remettrait pas des affaires et de sa relégation dans l'opposition, tous répondent en chœur : pas possible ! Il y a d'abord les militants très impliqués dans leur commune, comme à Brunehaut, par exemple, où l'ancrage local reste primordial : « Ici, les gens nous connaissent, ils savent ce qu'on fait pour la commune. On ne peut pas nous comparer aux gros poissons, relativise Yasmine, conseillère communale depuis 2012 et visiblement pas très inquiète. *Que le parti soit en crise, oui. Mais que ce soit la fin, non !* » La perspective, positive, d'une vraie réforme au sein du parti en galvanise d'autres, notamment les signataires du collectif « Groupons nous et demain ». « *Honnêtement, la crise elle-même ne m'a pas boostée*, commence Nevruz, militante à Ixelles et signataire. *Je n'avais plus envie d'aller sur le terrain, en campagne. Je me suis fait insulter à la sortie d'un cinéma, comme si c'était moi qui avais volé quelque chose ! Et puis, avec ce groupement, je me suis rendu compte que je n'étais pas seule.* » « *Les choses sont en train de bouger !*, s'enthousiasme à son tour

Marina Libertiaux, militante à Liège et une des porte-parole actuels du mouvement. *Non, le PS ne va pas mourir, parce qu'on réagit ! Au début de Publifin, on a mis du temps à démarrer. Mais six mois plus tard, on est dans une tout autre dynamique. C'est le début de la reconversion au PS. Maintenant, il faut qu'on travaille pour ensuite aller rechercher le citoyen, sinon on n'est pas crédible.* » Du côté des cabinets, même engage-

« Non, le PS ne va pas mourir, on réagit ! Au début de Publifin, on a mis du temps à démarrer. Mais six mois plus tard, on est dans une tout autre dynamique »

MARINA LIBERTIAUX, MILITANTE À LIÈGE ET SIGNATAIRE DE « GROUpons-NOUS ET DEMAIN »

ment : « *si on est résigné, il faut arrêter la politique !* », assène ce col-laborateur. « *On a touché le fond*

avec le Samusocial, et je pense qu'on est tous prêts à donner le coup de pied pour remonter à la surface », symbolise une autre. D'autres, enfin, se montrent plus froids : le PS est un parti de masse, avec un ancrage local important et les électeurs ont une certaine tendance à l'inertie, résume ainsi platement un cabinetard. « *Au pire, on peut chuter à 15 %, 20 %. Je crois simplement que les scores des différents partis vont se lisser et se rejoindre au même niveau. Si je voulais être cynique, je dirais que c'est même le meilleur moyen pour que MR et PS se tombent dans les bras. Les gens veulent de l'extrême gauche, et ils se retrouveraient avec du centre mou...* »

Quant au risque d'une implosion interne, il est globalement balayé par de nombreux militants et cabinetards... Mieux vaut, pour l'heure, se montrer soudés. « *Le parti était au bord du schisme sur la question du décumul, tranche néanmoins ce membre d'un cabinet. On a peur que tout cela vire aux règlements de comptes. A partir du moment où le patron fournit du boulot à tout le monde, on se tait. Mais quand ce n'est plus le cas...* »

Malgré les affaires, malgré la crise politique, les militants socialistes, à la base comme dans les plus hautes sphères, sont donc loin de s'avouer vaincus. « *On a la tradition d'aller au combat, conclut cette assistante parlementaire. On sait qu'être socialiste, ce n'est pas vraiment tendance, partout en Europe. Mais c'est l'électeur qui décidera.* » ■

ELODIE BLOGIE

CONGRÈS**Les militants bruxellois pour le décumul intégral**

Après Charleroi et Mons-Borinage, la fédération bruxelloise du PS, emmenée par Laurette Onkelinx, s'est prononcée avec une majorité de 66 % des voix sur le décumul, en vue du congrès statutaire du 2 juillet, qui se tiendra à l'Eau d'Heure. En l'occurrence, les militants bruxellois ont opté pour le décumul intégral.

Pour rappel : des débats se déroulent dans les sections (de base) du PS, qui donnent lieu à des assemblées fédérales où les affiliés votent en faveur de l'une ou l'autre option (*Le Soir* de vendredi) soumise par le bureau du parti. À Charleroi, l'option 1 l'a emporté (elle a obtenu la majorité des voix), soit celle en faveur du décumul intégral entre les fonctions parlementaires et exécutives communales (bourgmestre, échevin, président de PAS). En revanche, l'option 2 a été retenue à Mons-Borinage : le cumul reste possible, en l'espèce pour les communes de moins de 25.000 habitants, ont suggéré les Montois, étant entendu que la fonction locale sera alors exercée « à titre gratuit ». À Bruxelles vendredi soir, les militants ont voté, on l'a dit, pour le décumul intégral. Ajoutez que les militants (à Bruxelles, à Charleroi comme à Mons) ont dit oui à « l'exercice à titre gratuit des mandats dérivés ».

La fédération liégeoise se prononcera mercredi prochain. Nous le relevions dans ces colonnes vendredi : chacune des 14 fédérations du PS a un poids en nombre de délégués qui se rendront au congrès du 2 juillet.

Exemples : Liège pèse 78 délégués, contre 21 délégués pour Bruxelles, 61 pour Charleroi, 41 pour Mons-Borinage.

La gouvernance tout de suite, les gouvernements ensuite

- La crise politique continue au sud du pays.
- Un scénario circule : voter sans attendre, en juillet-septembre, un paquet de mesures « gouvernance » dans les parlements au sud du pays.
- Ce qui donnerait à voir de possibles coalitions gouvernementales...

La crise politique ne fait que commencer – une semaine au compteur –, mais les scénarios tournent, nombreux déjà. L'idée que CDH et MR puissent convoler rapido en Wallonie reste bien dans l'air à ce stade. Les libéraux-réformateurs ont très envie. Dans l'émission « Le Grand Oral RTBF-Le Soir » (lire ci-contre), l'un d'eux, Gérard Deprez, ex-PSC il est vrai, salue avec enthousiasme le « coup » de Benoît Lutgen et juge, à titre personnel, que le MR doit

s'engager dans une majorité alternative. En gros : c'est l'heure d'évincer les socialistes, les bleus doivent y aller sans hésiter.

Cela étant, un autre scénario complète celui-là : pourquoi donc ne pas voter sans attendre les textes relatifs à la réforme de la gouvernance ? Dès juillet-septembre. Les parlements dans les entités fédérées sont en place, ils peuvent opérer déjà avant leurs vacances.

Clair

Autrement dit, une série de mesures visant à restaurer la gouvernance et l'éthique politique atterrirait dans les assemblées parlementaires dans les prochaines semaines. L'on verrait alors quelles majorités (parlementaires, donc) se dessinent en leur faveur. Et, du même coup, l'on y verrait plus clair sur celles qui, dans un deuxième temps, pourraient se constituer cette fois pour former des coalitions gouvernementales à proprement parler. C'est le scénario du « paquet de gouvernance tout de

suite, les exécutifs ensuite ».

Voter les textes sur la gouvernance dans les parlements ? Tant PS (Elio Di Rupo rencontre les verts mercredi prochain) que MR ont souligné cette semaine les convergences avec les propositions d'Ecolo. Des libéraux jugent même qu'« ils peuvent se retrouver dans 80 % de ces propositions ». Mais deux points (au moins) ne passent pas : le décumul intégral et une rémunération plafonnée à 100 % de l'indemnité parlementaire, mandats privés inclus (les libéraux craignent un parlement de fonctionnaires et enseignants détachés). Par contre, les bleus pourraient participer à un compromis sur le décumul si Ecolo lâche du lest.

Seuil

En groupe de travail « Renouveau politique » à la Chambre, ils défendaient jusqu'ici (comme le CD&V) l'idée du décumul entre député et bourgmestre/échevin/président de CPAS dans les villes de plus de 50.000 habitants ; le

SPA, lui, a évoqué un seuil à 20.000 habitants. Dans le cadre de la recherche d'un accord, il n'est pas impossible que les libéraux acceptent ce seuil, qui toucherait la moitié des communes wallonnes tout en préservant celles de la ruralité.

D'autres lignes commencent à bouger. A Bruxelles, il nous revient qu'un consensus se dégage autour d'une mesure qui n'est pas passée, jusqu'à présent, à la Chambre : la publication des rémunérations publiques et privées sur le site du parlement, sur le modèle du parlement européen (par tranches de revenus).

En attendant, notre informateur, autoproclamé et néanmoins bien à l'œuvre, poursuit ses entretiens afin de tenter de dégager une « majorité alternative » excluant le PS. Benoît Lutgen rencontre Olivier Maingain ce samedi, le président de Défi, qui se montre, depuis lundi, extrêmement critique à l'égard du centriste-humaniste. ■

D.CI, M.a.D.

LES ENSEIGNEMENTS D'UNE SEMAINE DE CRISE

L'affirmation du régionalisme, voire la mort lente de la Communauté

On le sait depuis lundi : si une majorité alternative au tandem PS-CDH est praticable assez facilement en Wallonie – MR et CDH disposent d'assez de sièges –, il en va tout autrement à Bruxelles et en Communauté française. Dans plusieurs partis dès lors, une différence se marque entre Wallons et Bruxellois : les premiers sont (plus ou moins) chauds à l'idée de retrouver le chemin du pouvoir régional, les seconds sont nettement plus frileux. Une ligne de partage qui se marque au MR, voire chez Ecolo, et d'une autre manière au CDH, les Bruxellois étant moins enthousiastes après le « coup » de Benoît Lutgen que les homologues du sud du pays. Quant à Défi, il n'est présent au parlement que dans la capitale, pas en Wallonie. Résultat de cette différence d'emprise géographique à rejoindre (ou quitter) des majorités régionales ? Se dessine aujourd'hui le scénario de coalitions (vraiment) asymétriques entre entités fédérées. Au point que l'on pour-

rait potentiellement avoir une alliance de centre-droit au sud et de gauche au centre du pays. Ce qui n'est pas sans conséquence... La première étant que le fédéralisme, le régionalisme même, s'accroîtrait en Belgique. Certains politiques ne s'en cachent pas :

pour eux, le fait (tri)régional s'impose à travers cette crise ; du moins jugent-ils notre Etat fédéral suffisamment mûr pour assumer une importante asymétrie (entre fédéral, Wallonie et Bruxelles). La seconde conséquence est peut-être encore plus radicale, pour la Communauté française en tout cas : pour les régionalistes, l'étape suivante dans ce scénario, c'est « le dépècement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ». Déjà mal en point, on sent aujourd'hui qu'elle n'est plus la priorité de personne. Le premier enjeu est manifestement pour beaucoup la Région wallonne, vient ensuite la Région bruxelloise, et l'on verra après seulement ce que l'on peut faire en Communauté française. Et cette conséquence-là, le CDH (plutôt pro-Communauté) ne l'avait sûrement pas prévue...

M.A.D.

La gouvernance ramenée au cœur du débat

La crise actuelle ne manque pas de sel. En effet, pour la première fois dans l'histoire politique du pays, le parti qui « retire la prise » est aussi celui qui prie son partenaire d'aller se faire voir ailleurs. Qui plus est, c'est le petit qui chasse le grand. Mais loin de se retirer, à l'instar d'un Alexander De Croo (Open VLD) qui fit tomber le gouvernement Letermé le 22 avril 2010, Benoît Lutgen (CDH) entend dicter sa volonté. Et se pose en quasi-formateur de gouverne-

ment, comme au lendemain d'un scrutin. Une attitude qui n'amuse pas les socialistes et très modérément MR, Défi et Ecolo, agacés de voir le centriste monopoliser l'espace politique avec l'espoir de tirer les marrons du feu de la crise politique. La crise actuelle a également un mérite : celui de remettre la gouvernance au centre des débats. C'est désormais un thème accepté par l'ensemble des familles politiques, avec des nuances et des variations. Ainsi le CDH et le MR, dans la foulée d'Ecolo et de Défi, affichent leur volonté de revoir le paysage institutionnel (les provinces) et de rationaliser les structures publiques (dont les intercommunales). Il semble ainsi acquis que pour embarquer dans l'une des futures coalitions, il faut désormais professer avoir entendu le message du citoyen.

Et là encore, il faut relever l'ironie de la situation. A l'automne dernier, PS, MR et CDH s'étaient accordés en catimini pour revoir le décret wallon sur le décumul (Le Soir du 23 novembre 2016). Ce texte, obtenu au forceps par Ecolo sous la précédente législature, prévoit que seul un quart des députés de chaque groupe politique peut cumuler son mandat parlementaire avec une fonction exécutive communale (bourgmestre, échevin ou président de CPAS). Les « cumulards » sont désignés en fonction de leur taux de pénétration électorale. Révélée, cette entente discrète avait finalement capoté.

Aujourd'hui, les mêmes partis professent en chœur qu'ils veulent aller plus loin dans cette direction. Le MR est prêt à interdire le cumul pour les villes de plus de 50.000 habitants. Quant au PS, il vante désormais les vertus du mandat unique.

PASCAL LORENT

Laisser mariner Lutgen

Le président de Défi qui met plusieurs jours pour décrocher son téléphone quand l'autoproclamé informateur Lutgen tente de le joindre. Ecolo qui pose 17 conditions préalables en termes de bonne gouvernance avant d'entamer quelque discussion que ce soit. Le MR qui répète à l'envi « Nous n'avons pas la main » et semble en position d'attente. Pas de doute : les partenaires potentiels du CDH n'ont aucune envie, pour l'heure, de faciliter la vie de Benoît Lutgen, auteur du big bang qui a explosé les majorités régionales. « Il faut le laisser encore un peu dans son jus, lâche un libéral. Tant qu'il n'a pas de cheveux blancs, on le laisse mariner ! » Voilà qui explique qu'aucun parti ne se précipite pour répondre à l'appel du président centriste. Histoire de faire passer l'image que c'est à lui de trouver la/les solution(s) à l'imbroglie qu'il a créé. Histoire, aussi, qu'il ne puisse trop s'approprier les lauriers lorsqu'une issue sera trouvée. Et, a contrario, de bien pointer sa responsabilité personnelle si, in fine, aucune issue n'est trouvée.

M.A.D.

PS Jeu de chaises musicales, mais à reculons

Prenez comme hypothèse de travail que le PS se retrouvera sur les bancs de l'opposition en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. C'était en tout cas l'ambition de Benoît Lutgen en début de semaine... Conséquence : les ministres socialistes ne le seraient plus et pourraient récupérer leurs mandats de députés. Au détriment de suppléants méritants qui regagneraient alors leurs pénates locaux. Cela peut paraître simple, et pourtant ce jeu de chaises musicales à reculons pourrait être plus complexe qu'il n'y paraît...

Paul Magnette. Dans le cas de figure évoqué, le ministre-président a annoncé qu'il choisirait entre son mandat de député wallon (et de chef de file d'une future opposition) et celui de bourgmestre de Charleroi qu'il assumerait alors pleinement. Si la deuxième option est retenue, son suppléant conserverait son strapontin à Namur : il s'agit de Serdar Kilic, échevin carolo empêché.

Jean-Claude Marcourt. Le Liégeois de retour dans les parlements récupérerait le siège occupé par Mauro Lenzini qui redeviendrait pleinement bourgmestre à Oupeye, en banlieue liégeoise.

Christophe Lacroix. L'actuel ministre wallon du Budget s'était présenté aux fédérales en 2014. Le siège lui avait échappé de toute justesse. Nommé au gouvernement régional, son horizon se bornerait à son futur bureau de bourgmestre de Wanze.

Pierre-Yves Dermagne. Le Rochefortois a succédé à Paul Furlan au gouvernement wallon. Son retour au parlement sonnerait le glas d'Eddy Fontaine, son suppléant, qui pourra redevenir échevin des sports de Couvin.

Eliane Tilleux. La Namuroise devrait également récupérer son mandat de députée régionale,

cette fois au détriment de Vincent Sampaoli qui pourrait s'investir à fond dans son job d'échevin d'Andenne.

Rudy Demotte. A la tête du gouvernement de la Fédération, le Tournaisien reprendrait le siège occupé par Jean-Pierre Denis qui était jusqu'en 2014 échevin de la ville d'Ath.

Isabelle Simonis. De retour dans l'assemblée régionale, la bourgmestre empêchée de Flémalle s'assoierait sur le siège occupé par la jeune Déborah Gérardon qui était jusqu'à présent échevine empêchée de Seraing et qui reviendrait pleinement sur le terrain local.

André Flahaut. Elu à la Chambre en 2014, le Brabançon avait déboulé de manière inattendue au gouvernement de la Fédération. De quoi faire le bonheur de son suppléant Stéphane Crusnière, qui devrait s'effacer si l'ancien président d'assemblée retrouve la rue de la Loi.

A Bruxelles. Trois socialistes bruxellois disposent de portefeuilles qu'ils pourraient rendre pour revenir au parlement : Rudy Vervoort, Fadila Laanan (exécutif bruxellois tous les deux) et Rachid Madrane (Fédération). Trois suppléants seraient du même coup évincés : Michèle Carthé, Ridouane Chahid et Julien Uyttendaele.

En ce qui concerne les socialistes particulièrement, l'exercice ci-dessus a ses limites. Il pourrait être perturbé par les perspectives liées au décumul des mandats. En Wallonie, le décret sur cette question obligera bientôt la plupart des élus précités à choisir entre mandat local ou régional. A l'exception des plus performants lors du scrutin régional. En outre, et cela vaut aussi pour Bruxelles, le PS pourrait imposer à toutes ses ouailles le décumul complet dès 2018.

Du coup, à l'image de Paul

Magnette qui annonce qu'il choisirait rapidement entre député et bourgmestre si le PS devient minoritaire en Wallonie, plusieurs pointures socialistes pourraient déjà prendre leur décision en prévision de la rentrée de septembre, histoire d'anticiper les prochains scrutins. ■

ERIC DEFFET

POLÉMIQUE

Deprez harponne Maingain :

« Ce Savonarole au petit pied ! »

Interviewé dans « Le Grand Oral RTBF-Le Soir », Gérard Deprez y va franco. Député européen, membre du MR, ex-président du PSC, il clame tout le bien qu'il pense de l'appel de Benoît Lutgen. Juge que le MR doit s'engager dans l'aventure afin d'écarter les socialistes, idéalement de tous les niveaux de pouvoir. Et, au passage, harponne... Olivier Maingain, président de Défi. Lequel estime, comme on sait, que les trois grands partis traditionnels doivent « faire le ménage » dans leurs rangs, ce qui passe notamment, selon lui, par la mise à l'écart de Joëlle Milquet au CDH, inquiétée en justice pour le fonctionnement jadis de son cabinet à l'Education (elle a démissionné en avril 2016). Deprez vole au secours de son ancienne protégée (les deux se trouvaient au PSC dans les années nonante), dit ne pas comprendre que l'on puisse stigmatiser de cette façon quelqu'un sans qu'aucune condamnation (en Justice) ne soit intervenue, et charge : « Pardonnez-moi, mais cette espèce de Savonarole au petit pied, il est associé maintenant avec le CDH à la Région bruxelloise, donc au parti auquel appartient M^{me} Milquet ! Avant ceci, est-ce qu'il avait exigé qu'elle démissionne ? Qu'est-ce que c'est

cette attitude de tordu ? » Deprez précisera en substance : je m'exprime à titre personnel, je n'engage pas le MR. Tout de même...

DAVID COPPI

Une majorité wallonne d'un siège : déjà vu

Depuis lundi, le CDH tente de construire une coalition sans le PS. Les libéraux sont les alliés les plus plausibles mais une alliance MR-CDH ne disposerait que d'une courte majorité au parlement wallon : 38 élus sur 75. Ce ne serait pas une première : entre fin 1985 et début 1988, le gouvernement wallon s'est appuyé sur une majorité ne tenant qu'à un siège. A cette époque, l'exécutif PSC-PRL dirigé par Melchior Wathelet (senior) a reposé sur une majorité de 52 élus sur 104 au Conseil régional wallon : les 27 PSC et les 25 PRL ont pu constituer leur majorité et valider l'accord politique national conclu entre les deux familles politiques. (b)

CGSP Admi : « Un coup de poignard du CDH »

Pour la branche Services publics du syndicat socialiste, « le CDH poignarde les Wallons et Bruxellois et... assassine le secteur public ! La sortie de Lutgen et du CDH (...) est politiquement irresponsable voire kamikaze. Le CDH ouvre la porte aux incertitudes, mais surtout réduit à néant les avancées des travailleurs du secteur public wallon, communautaire et local qui devaient prendre forme dans les semaines qui viennent ! Nous nous en souviendrons... », conclut Olivier Nyssen, secrétaire général de la CGSP Admi.